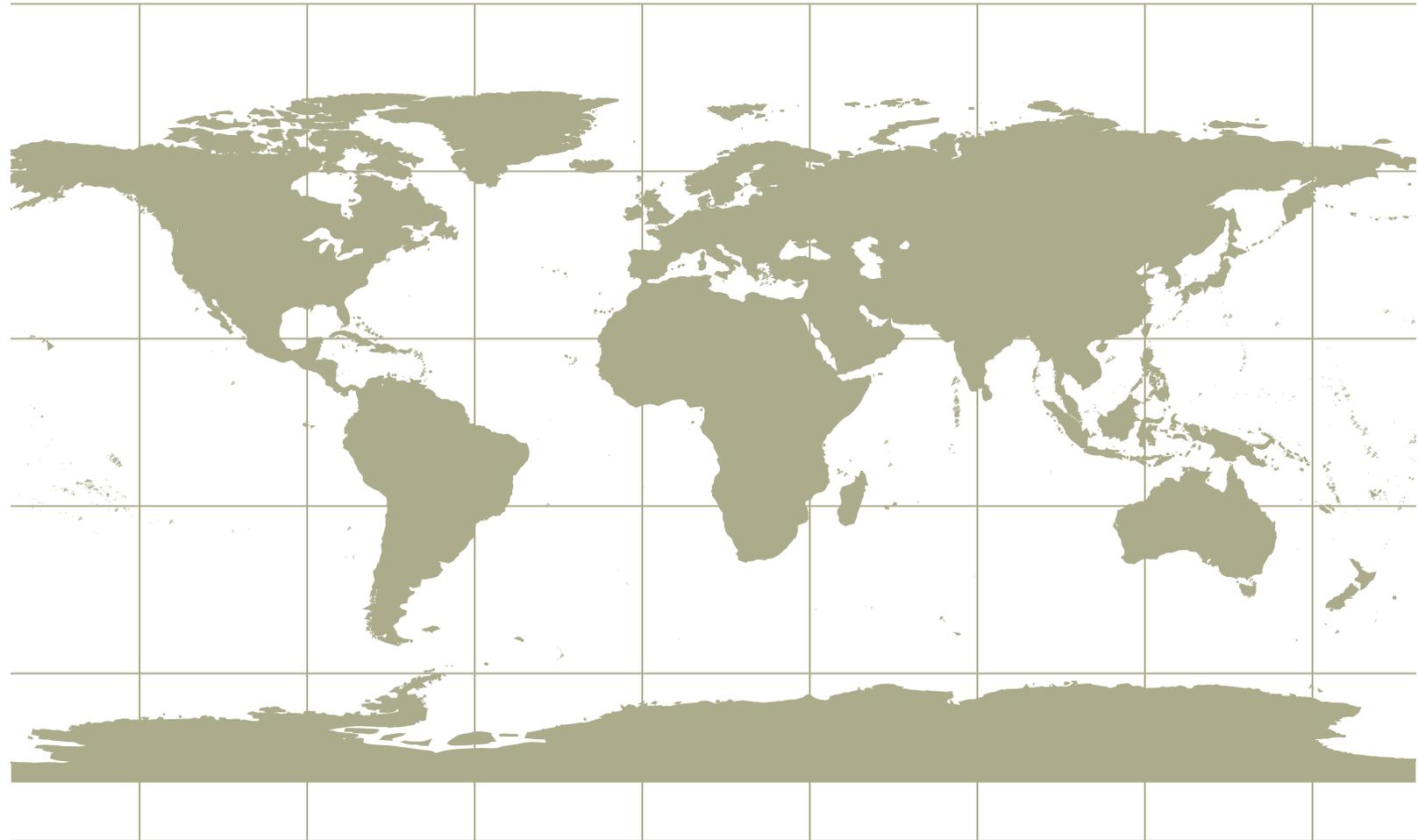


Situation et perspectives de l'économie mondiale 2015



Nations Unies
New York, 2015

Résumé

Perspectives du développement macroéconomique au niveau mondial

La croissance mondiale progressera légèrement et se poursuivra à un rythme modéré

L'économie mondiale a continué de progresser à un rythme modéré, estimé à 2,6 % en 2014. La reprise a été entravée par de nouveaux problèmes, dont un certain nombre de chocs inattendus, tels que l'intensification des conflits géopolitiques dans différentes régions du monde. Dans la plupart des pays, le produit intérieur brut (PIB) a diminué sensiblement par rapport aux niveaux d'avant la crise, ce qui laisse présager une faible croissance économique à long terme. Bien que des améliorations soient prévues dans les pays développés en 2015 et 2016, des risques importants subsistent, notamment dans la zone euro et au Japon. Les taux de croissance dans les pays en développement et les pays à économie en transition ont été variables en 2014, un ralentissement sensible étant enregistré dans plusieurs grands pays émergents, notamment en Amérique latine et dans la Communauté d'États indépendants. Un certain nombre de ces pays ont été confrontés à divers problèmes, notamment des déséquilibres structurels et des tensions géopolitiques. Au cours de la période considérée, l'économie mondiale devrait enregistrer un taux de croissance légèrement plus rapide, encore que modéré, la croissance du produit mondial brut étant estimée à 3,1 % et 3,3 % en 2015 et 2016 respectivement.

La stagnation de la création d'emplois et la faiblesse des salaires demeurent les principaux problèmes

L'atonie de la situation macroéconomique continue à être due essentiellement à la situation de l'emploi : la croissance du PIB, qui est inférieure à ce qu'elle aurait pu être dans de nombreuses régions du monde, n'a pas permis de créer un nombre suffisant d'emplois productifs. Les taux de chômage demeurent élevés dans plusieurs pays développés, notamment dans la zone euro, tandis que les niveaux de salaire continuent d'être affectés par la crise financière. Malgré la croissance plus lente de l'emploi dans les pays en développement, les taux de chômage sont demeurés relativement stables depuis 2013, en partie en raison de la croissance plus lente de la main-d'œuvre malgré l'importance continue des emplois informels et précaires. Cependant, des niveaux élevés de chômage persistent dans plusieurs pays, en particulier en Afrique du Nord et en Asie de l'Ouest, ainsi que dans certaines économies en transition du sud-est de l'Europe.

L'inflation mondiale modérée recouvre des risques de déflation dans la zone euro et des taux élevés d'inflation dans certains pays en développement

Le taux d'inflation mondial cumulé demeure certes modeste, mais il peut recouvrir de nombreuses situations très différentes. Plus particulièrement, l'inflation est forte dans une douzaine de pays en développement et pays à économie en transition alors qu'un nombre croissant de pays développés d'Europe sont confrontés à un risque de déflation. Pour la période considérée, le taux d'inflation moyen dans le monde devrait demeurer proche du niveau observé au cours des deux dernières années, soit environ 3 %. Le taux d'inflation moyen cumulé dans les pays développés devrait augmenter légèrement jusqu'en 2016 tandis que celui des pays en développement et des pays à économie en transition enregistrera une baisse.

Commerce international et finance

Les prix des matières premières enregistrent une tendance baissière tandis que les échanges commerciaux progresseront légèrement

Les cours internationaux des matières premières ont enregistré une tendance baissière au cours des deux dernières années, et aucune reprise tangible n'est prévue pour 2015-2016. Les prix internationaux du pétrole ont considérablement reculé au cours du second semestre de 2014 et on prévoit qu'ils continueront de fléchir en 2015-2016 du fait que la demande de pétrole devrait demeurer plus faible que l'offre. Les prix des matières premières autres que le pétrole ont eux aussi enregistré une tendance à la baisse mais ils demeurent élevés par rapport à la tendance à long terme des décennies écoulées.

La croissance des échanges commerciaux a été médiocre en raison essentiellement de la lenteur de la reprise dans les principaux pays développés et de la croissance modérée dans les pays en développement. On estime que le commerce mondial a progressé de 3,4 % en 2014, pourcentage bien inférieur aux tendances d'avant la crise. Pour la période considérée, on prévoit que les échanges commerciaux progresseront de façon modérée parallèlement à l'amélioration de la production mondiale et que le volume des importations mondiales de biens et de services s'établira à 4,7 % en 2015 et 5 % en 2016. Cependant ces projections dépendent de plusieurs inconnues, notamment des conséquences potentiellement perturbatrices sur les flux commerciaux de toute aggravation des tensions géopolitiques dans certaines sous-régions.

Les entrées de capitaux dans les pays émergents ont enregistré une baisse modérée, avec une légère augmentation prévue plus tard au cours de la période considérée

Les entrées nettes de capitaux privés dans les pays émergents ont enregistré une baisse modérée depuis 2013, en raison de l'élimination progressive de la politique d'assouplissement quantitatif de la Réserve fédérale des États-Unis d'Amérique, de la détérioration des perspectives de croissance pour les pays émergents et de l'escalade des tensions géopolitiques.

En 2014, les entrées nettes de capitaux privés dans les pays émergents ont reculé, principalement par suite de la fuite des capitaux de la Fédération de Russie sur fond de ralentissement économique et de tensions géopolitiques. Le coût des emprunts extérieurs continue d'être relativement faible pour la plupart des pays émergents, mais les risques d'ajustements soudains et d'instabilité accrue dus aux changements d'appréciation des investisseurs demeurent élevés. Les perspectives d'entrées de capitaux dans les pays émergents et les pays en développement demeurent relativement positives. De manière générale, les entrées nettes de capitaux devraient s'établir au même niveau en 2015 et progresseront légèrement en 2016. Mais les revirements d'appréciation des investisseurs devant les crises géopolitiques, les changements de politique monétaire aux États-Unis d'Amérique et les divergences de politiques monétaires des principales banques centrales pourraient avoir des conséquences importantes sur les flux au titre des investissements de portefeuille. Les divergences de politiques monétaires ont contribué au raffermissement sensible du dollar au cours du second semestre de 2014; la poursuite de cette tendance pourrait également favoriser les changements dans les échanges internationaux.

Risques et incertitudes

Les ajustements de politique monétaire pourraient susciter une grande instabilité macroéconomique

Les perspectives économiques mondiales sont soumises à un certain nombre de risques et incertitudes. Ce sont notamment les changements qui pourraient intervenir dans la politique monétaire sur laquelle reposent les projections de base actuelles. Des données macroéconomiques plus faibles ou plus fortes que prévu pourraient renforcer le retard ou l'accélération de la normalisation des taux d'intérêt aux États-Unis, ce qui entraînera de nombreuses répercussions plus larges. Dans le cas d'une augmentation relativement lente des taux d'intérêt, les conséquences éventuelles seront une instabilité plus grande des marchés financiers et des risques d'instabilité systémique découlant du prix excessif des actifs. Par contre, un resserrement rapide des politiques monétaires aboutirait à l'élargissement des écarts de taux, conjugué à une instabilité plus grande et à des répercussions importantes sur les marchés financiers mondiaux. Ce scénario pourrait entraîner des effets de contagion au niveau international, en particulier pour les pays émergents, comme par exemple la faible liquidité du marché et l'augmentation du rendement des obligations.

La reprise économique dans la zone euro demeure fragile

Un autre risque tient à la fragilité de la situation économique dans la zone euro. Les mesures monétaires ont permis de limiter sensiblement les conséquences de la crise de la dette souveraine, mais la reprise économique demeure extrêmement fragile. Le rythme de croissance sous-jacente s'est ralenti à un point tel qu'un événement exogène pourrait plonger cette région dans la récession. Les tensions actuelles en Ukraine et les sanctions qui en ont résulté ont eu des conséquences négatives graves sur les niveaux d'activité et de confiance. La faiblesse de la reprise est caractérisée par des niveaux médiocres d'investissements privés, des taux de chômage extrêmement élevés dans de nombreux pays (qui perdurent du fait que le nombre de chômeurs de longue durée augmente) et une inflation dangereusement faible qui risque de déboucher sur la déflation.

Les pays émergents sont confrontés à des facteurs de vulnérabilité tant intérieurs qu'extérieurs

Un grand nombre de pays émergents importants continuent d'être confrontés à une situation macroéconomique difficile du fait que la faiblesse de leur économie nationale se conjugue à des facteurs extérieurs de vulnérabilité financière. À l'heure actuelle, le principal risque pour un grand nombre de ces pays tient aux interactions potentiellement négatives entre le faible niveau d'activité de l'économie réelle, l'inversion des flux de capitaux et les difficultés financières au plan national avec, en toile de fond, l'augmentation projetée des taux d'intérêt aux États-Unis d'Amérique. Bien que les prévisions de base tablent sur une reprise modérée de la croissance en 2015 et en 2016 dans la plupart des pays émergents, notamment l'Afrique du Sud, le Brésil, la Fédération de Russie, l'Inde, l'Indonésie, le Mexique et la Turquie, et sur une croissance faible en Chine, il existe néanmoins des risques importants de ralentissement ou d'une période prolongée de faible croissance. Un ralentissement généralisé dans les pays émergents, en particulier en Chine, non seulement affectera la croissance dans les pays en développement plus petits et les pays à économie en transition, mais pourrait également perturber la reprise fragile dans les pays développés, en particulier dans la zone euro qui se trouve dans une situation difficile.

Les tensions géopolitiques représentent un risque important

Les tensions géopolitiques représentent un risque important dans les perspectives économiques. Outre leurs graves conséquences humaines, les crises en Iraq, en Libye, en République arabe syrienne et en Ukraine ont eu des répercussions économiques importantes aux niveaux national et sous-régional, bien que les conséquences économiques au niveau mondial aient été relativement limitées jusqu'ici. L'une des principales raisons de cette situation tient au fait que la diminution de l'approvisionnement en pétrole par suite des conflits, qu'elle soit effective ou redoutée, a été compensée par l'augmentation de la production. Cependant les faiblesses économiques sous-régionales causées par les conflits et les sanctions pourraient aboutir à un ralentissement plus prononcé de l'économie mondiale. Outre les tensions géopolitiques, les scénarios de crise tels que l'épidémie d'Ebola comportent également de grandes incertitudes pour les pays et les sous-régions.

Défis politiques

La politique monétaire aux États-Unis doit relever le défi d'une normalisation en douceur

Les États-Unis définissent actuellement la politique monétaire qu'ils appliqueront alors qu'ils doivent faire face à de nombreux problèmes. La politique adoptée en matière de taux d'intérêt dépendra de plusieurs facteurs, notamment de l'évolution du chômage et de l'inflation, ainsi que du souci de stabilité financière. Les taux d'intérêt seront également un facteur déterminant, non seulement de la situation macroéconomique, mais également de la stabilité financière et des risques de contagion au niveau mondial. Les décideurs politiques doivent déterminer l'ampleur et le calendrier des modifications des taux d'intérêt alors qu'ils sont confrontés à un choix difficile : un resserrement tardif des politiques monétaires pourrait aboutir à une sous-évaluation des actifs et à des risques d'instabilité financière; par contre, un resserrement trop rapide pourrait compromettre une reprise encore fragile.

Les pays développés sont confrontés à un compromis difficile en matière de politique financière

En matière de politique financière, les pays développés se trouvent dans une situation difficile car ils doivent parvenir à un équilibre entre un soutien financier de la demande globale à court terme et la viabilité des finances publiques à long terme. Pour leur part, de nombreux pays en développement doivent répondre à la demande croissante de fonds publics pour les infrastructures, l'éducation et d'autres services. Malgré une dette publique relativement faible, les pays en développement doivent également gérer leur dette extérieure du fait que le refinancement de celle-ci peut se révéler coûteux en cas de revirement soudain des investisseurs dans les marchés émergents, du fléchissement des taux de change ou du relèvement des taux d'intérêt de référence.

Des politiques d'emploi cohérentes sont nécessaires pour trouver des solutions

Les politiques macroéconomiques dans de nombreux pays n'ont pas été coordonnées, ce qui n'a pas permis de créer suffisamment d'emplois. Les pays développés sont parvenus, grâce à des politiques monétaires expansionnistes, à éviter la destruction de nombreux emplois, mais les répercussions de ces politiques sur la croissance de l'emploi ont été limitées. Les politiques monétaires et financières doivent être associées à des politiques spécifiques d'emploi. Elles doivent favoriser la création d'entreprises et d'emplois, par exemple en rationalisant les procédures administratives. Dans de nombreux pays en développement, outre la plus grande diversification économique, les efforts continus visant à développer l'emploi dans le secteur structuré et à mettre en œuvre des programmes de protection sociale contribueront également à améliorer le marché du travail et à soutenir la demande globale.

Il est indispensable de renforcer la coopération et la coordination des politiques au niveau international

En vue d'atténuer les très nombreux facteurs de risque et de faire face aux divers problèmes qui se posent, il est indispensable de renforcer la coopération et la coordination des politiques au niveau international. Plus particulièrement, les politiques macroéconomiques dans le monde doivent contribuer à appuyer une croissance énergique et équilibrée, à créer des emplois productifs et à assurer la stabilité économique et financière à long terme.

Parallèlement, la coordination et la coopération des politiques au niveau international sont tout aussi importantes pour désamorcer les tensions géopolitiques et pour endiguer les crises telles que la pandémie d'Ebola. D'autres domaines où des approches internationales et multilatérales sont indispensables sont le renforcement de la résistance du secteur financier par de nouvelles réformes de la réglementation, le resserrement de la coopération en matière fiscale, la réforme de la gouvernance des institutions financières internationales, l'accélération du cycle de négociations de Doha de l'Organisation mondiale du commerce, des actions concertées de lutte contre les changements climatiques, la suite donnée aux engagements portant sur l'aide publique au développement en faveur des pays les moins avancés et la formulation et la mise en œuvre du nouveau programme de développement pour l'après-2015, notamment les objectifs de développement durable.